Labyrinthe

3 | 1999
Numéro 3

La fondation du droit chez Rousseau et Kant

Cécile Nail

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/54>

DOI : [10.4000/labyrinthe.54](https://doi.org/10.4000/labyrinthe.54)

ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 1999

Référence électronique

Cécile Nail, « La fondation du droit chez Rousseau et Kant », *Labyrinthe* [En ligne], 3 | 1999, mis en ligne le 07 février 2005, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/54> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/labyrinthe.54>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Propriété intellectuelle

La fondation du droit chez Rousseau et Kant

Cécile Nail

- 1 La fondation du droit chez Rousseau et Kant : cet intitulé est déjà, semble-t-il, porteur d'un point de vue : parler de « fondation » au singulier, n'est-ce pas dès l'abord prendre parti contre le jugement de Philonenko, pour qui tout rapprochement entre Rousseau et Kant tient de la fable ? On pourrait toutefois la légitimer en s'appuyant sur les fréquents témoignages de reconnaissance philosophique de Kant à l'égard de Rousseau. Il apparaît de plus que les deux philosophes mobilisent des principes similaires, et s'attachent tous deux à déterminer l'idée républicaine. Aussi, s'intéresser à la fondation du droit chez Rousseau et Kant consiste d'abord pour nous à expliciter le jugement de Kant sur le rapport entre son œuvre et celle de Rousseau. Cela consiste, par conséquent, à dégager les traits communs à ces deux pensées, sans toutefois perdre de vue les divergences, parfois profondes, entre les deux philosophes. Aussi pourrait-on, en premier lieu, attribuer un intérêt pour ainsi dire philologique à cette étude*.
- 2 On peut toutefois rechercher dans cette étude un intérêt plus proprement philosophique. Ainsi, la longévité et l'influence philosophiques de la problématique juridico-politique de Rousseau et de Kant peut constituer un motif d'étonnement, et, par là, un autre élément de justification de cette étude. La longévité tout d'abord de leur problématique se mesure à l'aune des débats contemporains, puisque des auteurs comme J. Rawls ou J. Habermas se réclament explicitement de la tradition philosophique inaugurée par Rousseau et Kant. Par ailleurs l'influence des deux philosophes semble réelle : nombre de penseurs ont pris position par rapport à ces auteurs ; l'acharnement des critiques semble, à cet égard, symptomatique de l'importance accordée à la pensée de Rousseau et de Kant. Sans prétendre être exhaustif, on peut néanmoins évoquer deux exemples. Au XIX^e siècle d'abord, les écrits de Rousseau essuient le feu nourri des critiques de tout bord : si B. Constant voit dans le Citoyen de Genève un absolutiste et un ennemi de la liberté individuelle, K. Marx et F. Engels font pour leur part de Rousseau un « idéaliste petit-bourgeois », ou encore l'instigateur de la démocratie bourgeoise issue de la Révolution Française. Au siècle

suivant, H. Kelsen et M. Villey reprochent à la « doctrine du droit » kantienne de reposer sur le paradigme métaphysique de la subjectivité et, dès lors, de manquer la vraie nature du droit. Dans le même temps, L. Strauss voit dans la philosophie kantienne (et rousseauiste) un moment décisif de l'historicisme juridique. Ces critiques, très contrastées, nous invitent à nous interroger : comment les réflexions rousseauiste et kantienne ont-elles pu tracer une telle ligne de partage entre les philosophes (ou interprètes), tout en constituant le point d'attache de réflexions encore très contemporaines ?

- 3 Autrement dit, qu'est-ce qui se joue dans la position kantienne et rousseauiste du problème politique ? L'un et l'autre, tout d'abord, déterminent l'idée républicaine à partir de la notion de liberté : conçue comme autonomie, elle fonde la théorie de la souveraineté, qu'exerce, médiatement ou immédiatement, le peuple. Le droit, tel que Rousseau et Kant s'accordent à le penser, c'est-à-dire comme système de la liberté, implique également la séparation des trois pouvoirs. Véritable machine de guerre montée contre l'absolutisme, le républicanisme suppose une certaine conception de l'État de droit, où la liberté, « cet unique droit naturel », constitue l'étalon juridique suprême. En outre, le débat, encore très contemporain, sur le rôle de l'État constitue un autre horizon de cette étude. L'opposition entre Rousseau et Kant sur la question du rôle de l'État, et, plus généralement, sur l'analyse du rapport entre État et société, est, à cet égard, fondatrice. À la conception plutôt libérale de l'État que défend Kant s'oppose la théorie « interventionniste » de l'État chez Rousseau, puisque ce dernier ne dissocie pas la question politique et juridique de la question sociale. Ainsi, la comparaison des systèmes de Rousseau et de Kant permet d'esquisser, finalement, la généalogie de problèmes philosophiques encore très aigus.

NOTES

*. Synthèse du mémoire de maîtrise mené sous la direction de M. Alain Renaut et soutenu en juin 1998 à l'Université de Paris IV. Cécile Nail est élève de l'E.N.S.-Ulm et agrégative de philosophie.